

2025 - 188 ARRETE MUNICIPAL Occupation du domaine public - Travaux

Nous, Maire de Bermonville, commune déléguée de Terres-de-Caux,

Vu le titre 1 du livre 2 du Code Général des Collectivité Territoriales, relatifs aux pouvoirs de police du Maire, notamment ses articles L.2213.1 à L.2213.4,

Vu le Code de la Route,

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal.

Vu les arrêtés des 8 avril et 31 juillet 1992 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes.

Vu les arrêtés des 8 avril et 31 juillet 1992 modifiant l'arrêté du 6 novembre 1992 relatifs à la signalisation routière temporaire,

Considérant la demande effectuée par l'entreprise STGS NORD OUEST sise 155 Rue des Frères Lumière 76330 PORT-JEROME-SUR-SEINE pour effectuer un remplacement de poteau incendie, sis rue Notre Dame de la Nativité à Bermonville - 76640 TERRES-DE-CAUX,

ARRETONS

<u>ARTICLE 1^{er}</u>: Du mercredi 5 novembre au vendredi 7 novembre 2025, l'entreprise STGS NORD OUEST est autorisée à effectuer un remplacement de poteau incendie, sis rue Notre Dame de la Nativité à Bermonville - 76640 TERRES-DE-CAUX.

<u>ARTICLE 2</u>: Durant cette période, la circulation rue Notre Dame de la Nativité à Bermonville sera fermée sauf pour les riverains. Au droit des travaux, il sera interdit de stationner.

<u>ARTICLE 3</u>: Le demandeur aura la charge de la signalisation de son chantier et de la déviation dans les conditions prévues par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents prouvant résulter des travaux.

ARTICLE 4: Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions de lois et règlements en vigueur. Tout véhicule en infraction à la législation en vigueur pourra faire l'objet d'une mise en fourrière.

<u>ARTICLE 5</u>: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

<u>ARTICLE 5</u>: Madame le Maire, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la Police Municipale Intercommunale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

En Mairie, le 5 novembre 2025. Sophie COUSIN, Maire de Bermonville

7, avec Fauville au coeur

Auzouville-Auberbosc
Bennetot
Bermonville
Fauville-en-Caux
Ricarville
St-Pierre-Lavis
Ste-Marguerite-sur-Pauville

